

# La Fédé



*BENOÎT COLLOMBAT*  
*DAVID SERVENAY*

# La Fédé

Comment les socialistes ont perdu le Nord

*ÉDITIONS DU SEUIL*  
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIV<sup>e</sup>*

ISBN 978-2-02-108173-2

© Éditions du Seuil, septembre 2012

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

Extrait de la publication

À mes parents, qui m'ont donné le goût de la politique.  
À Cyrille Darras, ancien secrétaire de la mairie de Beaumont,  
admirateur de Jaurès et de Blum.

B. C.

Pour Ariane et sa génération, qui devront réenchanter la politique.

D. S.



## Introduction

Liévin, 17 juin 2012, 20 heures.

Un tremblement de terre vient de se produire aux pays des coron.

Pour la première fois depuis plus de trente ans, le maire de Liévin Jean-Pierre Kucheida n'est pas réélu député de la 12<sup>e</sup> circonscription du Pas-de-Calais. Contre toute attente, c'est un jeune socialiste de 35 ans, conseiller municipal de Wingles et petit-fils de mineur, envoyé au feu par la première secrétaire du Parti socialiste (PS), Martine Aubry, qui est élu, avec 56,81 % des voix, face à la candidate du Front national (FN). Nicolas Bays reçoit immédiatement un texto de félicitations du ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, pourfendeur des barons du Pas-de-Calais. Puis c'est un coup de téléphone de la patronne du PS : « Elle m'a dit que le courage payait et qu'on allait reconstruire le parti », explique Nicolas Bays.

Plus humiliant encore : Kucheida, le député sortant à qui le PS avait refusé l'investiture socialiste, n'a même pas pu franchir le premier tour, faute d'atteindre le quorum de 12,5 % des inscrits. Depuis plusieurs mois, le PS du Pas-de-Calais est dans la tourmente. Jean-Pierre Kucheida, à la tête de la structure chargée de gérer les 62 000 logements du bassin minier (l'Épinorpa-Soginorpa), est notamment mis en cause dans une enquête préliminaire pour abus de biens sociaux, pour avoir utilisé sa carte bancaire professionnelle à des fins personnelles. La pilule a du mal à passer pour une population qui entend son maire se présenter

à longueur de journée comme l'avocat des mineurs et de leurs ayants droit... alors qu'il s'offre des repas gastronomiques pour le prix d'un smic. Aux frais de la princesse. Fait inédit, pendant la campagne, certains électeurs ont même claqué leur porte au nez du maire de Liévin, lorsque celui-ci s'aventurait dans les corons réhabilités. Dans la commune de « Kuche », comme le surnomment ses amis, son rival jeune socialiste remporte son meilleur score : 60 % des voix. Scène incroyable : l'Hôtel de Ville de Liévin est resté fermé le soir du second tour, au nez et à la barbe du nouvel élu. Comme en signe de deuil. « On n'a pas le cœur à faire la fête », lâche Laurent Duporge, le fidèle bras droit de Kucheida, également trésorier de la fédération socialiste du Pas-de-Calais. « Je me dis peut-être que c'était le combat de trop », commente Jean-Pierre Kucheida, une semaine après son élimination surprise. « Cela faisait trente et un ans que j'étais député. Savez-vous quelle est la moyenne des parlementaires ? Sept ans. La population m'a donc largement suivi. »

À Béthune aussi, une page se tourne. Le maire de la ville, Stéphane Saint-André, un radical de gauche investi par le PS, pourfendeur du « système Mellick » (après avoir été chargé de mission au cabinet du ministre et maire de Béthune de 1991 à 1996) est élu député dans la 9<sup>e</sup> circonscription. Au second tour, l'ancien maire de la ville, Jacques Mellick, avait clairement appelé à le faire battre, allant jusqu'à faire campagne... en faveur du candidat de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), André Flajolet ! Cela n'aura pas suffi. Reclus dans son fief de l'Hôtel de Région, Daniel Percheron analyse en silence ce qu'il sait être le début de la fin d'une aventure commencée il y a bientôt quarante ans.

Kucheida, Mellick, Percheron... C'est la fin d'une époque, celle d'une génération d'élus qui a pris le pouvoir dans les années 1970 contre la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière) de Guy Mollet et les bastions communistes. « Symboliquement, que Bays évince Kucheida, ça me fait un peu penser à Kucheida et Percheron qui évincent Guy Mollet », explique le directeur de



## INTRODUCTION

l'Institut d'études politiques de Lille, Pierre Mathiot. « C'est le congrès d'Épinay qui s'effondre, résume l'adjoint aux finances de la mairie de Béthune, Yvon Bultel. Il faut installer de nouvelles pratiques politiques pour faire reculer le Front national. » Même le président socialiste du conseil général du Pas-de-Calais, Dominique Dupilet, 68 ans, sent bien que le vent est en train de tourner : « La population du Pas-de-Calais a voulu exprimer une volonté de renouveau générationnel, déclare-t-il au lendemain des législatives. Mais aussi un renouveau de la fédération. On ne peut plus vivre sur des baronnies. Il faut du changement. Et il ne faut pas traîner. »

Les premières secousses du séisme sont nombreuses. Elles frappent aussi d'autres fiefs du bassin minier, où le Front national ne cesse de progresser, malgré la défaite sur le fil de Marine Le Pen.

Hénin-Beaumont. 17 juin 2012. 20 heures.

« Je crois qu'on passe à cent voix ! » Le candidat socialiste, maire de Carvin, Philippe Kemel, n'en revient pas lui-même : il vient de battre Marine Le Pen de cent dix-huit voix, dans la 9<sup>e</sup> circonscription du Pas-de-Calais. La France entière découvre le visage de cet homme discret de 44 ans, économiste de formation, qui a refusé de débattre avec Marine Le Pen dans l'entre-deux tours. À ses côtés – signe du soutien de l'exécutif mais aussi de l'importance grandissante des élus du littoral sur ceux du bassin minier – se tient le maire de Boulogne-sur-Mer, Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, élu dès le premier tour dans la 5<sup>e</sup> circonscription du Pas-de-Calais.

Rue de Solférino, Martine Aubry pousse un « ouf » de soulagement. Pendant la campagne, la première secrétaire n'a cessé de dénoncer le « match médiatique » entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, préférant vanter les mérites d'un véritable « élu de terrain », Philippe Kemel. Le 31 mai 2012, elle s'est même déplacée à Hénin-Beaumont et à Courrières pour y soutenir son « ami »,

investi par le PS après une primaire houleuse. Pendant la campagne, le candidat du Front de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, parachuté dans la région, ne s'est pas privé de dénoncer les « batailles entre seigneurs locaux », les « tricheries diverses » et « la lente décomposition d'un système hégémonique agonisant ». Arrivé troisième le soir du premier tour, l'ex-sénateur socialiste aux accents de tribun a dû abandonner la partie, tout en se disant bien décidé à s'implanter politiquement dans la région. La gauche sort victorieuse de ce « match dans le match », mais à quel prix...

Pour une poignée de voix, Marine Le Pen voit donc la victoire lui échapper, alors que le FN fait entrer deux de ses candidats à l'Assemblée nationale : Marion Le Pen-Maréchal, petite-fille du fondateur du parti, dans le Vaucluse, et l'avocat Gilbert Collard dans le Gard.

Sur le papier, la victoire de la gauche est éclatante. Dans la région, le PS, ses partenaires et les dissidents de gauche comptent vingt-trois sièges sur trente-trois, tandis que la droite n'en conserve que dix, soit un gain net d'un siège pour la gauche par rapport aux précédentes législatives. La circonscription symbolique d'Hénin-Beaumont reste miraculeusement à gauche. Martine Aubry a placé sur orbite des élus censés incarner la féminisation des élus et le renouvellement des générations. Mais il s'agit d'une victoire en trompe l'œil : à Hénin-Beaumont, le parti d'extrême droite remporte 56 % des voix, et même 62 % des suffrages uniquement sur le secteur de Beaumont, un village agricole ! Partout, sur ces « terres historiques » de la gauche, le FN poursuit sa conquête, passant de 25 à 40 % dans bien des communes.

Pour comprendre l'origine du séisme, il faut remonter quelques mois plus tôt.

7 décembre 2011. Notre enquête publiée dans *Les Inrockuptibles* fait l'effet d'une bombe. En même temps que nos confrères du *Point*, nous dévoilons les accusations sur procès-verbal de l'ancien maire d'Hénin-Beaumont Gérard Dalongeville concernant les rouages financiers du Parti socialiste dans le Pas-de-Calais et

## INTRODUCTION

les malversations financières dans sa commune<sup>1</sup>. Une situation dont il semble en partie responsable, puisque les magistrats du tribunal de Béthune ont décidé de le renvoyer devant leur juridiction pour y répondre de « détournements de fonds publics, usage de faux en écritures privées, favoritisme et corruption ». Le procès devrait avoir lieu en 2013. Dalongeville est un pur produit du système qu'il dénonce aujourd'hui en prenant grand soin de s'exonérer de toute responsabilité personnelle. En février 2012, l'ancien maire d'Hénin-Beaumont publie « sa version » des faits, dans un livre au titre choc publié aux éditions Jacob-Duvernet : *Rose Mafia*<sup>2</sup>.

Devant l'écho médiatique suscité par notre article, la fédération PS du Pas-de-Calais nous poursuit en diffamation. L'auteur de *Rose Mafia* fait également l'objet de poursuites judiciaires. D'un côté, le PS ne peut laisser passer de telles accusations sans réagir, à quelques mois de l'élection présidentielle. Martine Aubry, en personne, conseille à la première secrétaire de la fédération socialiste du Pas-de-Calais, Catherine Génisson, de prendre comme avocat maître Yves Baudelot, un ténor du barreau qui a jadis défendu le parti dans l'affaire Urba. De l'autre, la première secrétaire du PS veut donner un grand coup de balai dans les pratiques clientélistes et se débarrasser de Daniel Percheron et de ses barons. À la demande de Catherine Génisson, la direction du parti lance une commission d'enquête interne sur le fonctionnement de « la fédé », présidée par l'ancien ministre de la Défense Alain Richard.

Lors de notre procès en diffamation, outre Gérard Dalongeville qui confirme ses accusations lancées sur procès-verbal (mais non encore confirmées par l'enquête judiciaire), nous faisons citer de nombreux témoins à la barre : un chef d'entreprise racketté, un ancien élu socialiste « lanceur d'alerte » sur les dérives locales, un jeune élu soucieux de rénover les pratiques politiques et qui s'est fait éjecter par la fédération...

1. Benoît Collombat, David Servenay, « La bombe judiciaire qui menace le PS », *Les Inrockuptibles*, 7 décembre 2012.

2. Gérard Dalongeville, *Rose Mafia*, Paris, Jacob-Duvernet, 2012.

Sollicité par nos soins, Arnaud Montebourg, député de Saône-et-Loire, secrétaire national chargé de la rénovation au PS (pas encore ministre dans le gouvernement Ayrault), accepte aussi de témoigner. Il confirme par écrit avoir été informé « de dysfonctionnements graves et répétés dans la gestion de la Soginorpa, société de gestion des logements miniers, également dans la gestion de la société d'économie mixte Adévia, ainsi que dans la gestion de la Centrale foncière régionale », des structures contrôlées directement ou indirectement par Jean-Pierre Kucheida. Il révèle également s'être appuyé sur l'article 40 du Code de procédure pénale pour dénoncer au procureur de Lille des infractions qui intéresseraient les enquêtes en cours.

Le 9 mai 2012, quatre jours après l'élection de François Hollande à l'Élysée, la fédé obtient « moralement » gain de cause : le tribunal condamne *Les Inrockuptibles* à un euro de dommages et intérêts, et à quatre mille euros de frais de justice<sup>1</sup>. Le jugement est immédiatement mis sur le site Internet de la fédé, et même envoyé à certains de nos témoins, si d'aventure ils n'avaient toujours pas compris de quel côté il fallait se ranger.

Le 21 mai 2012, Jean-Pierre Kucheida, ardemment soutenu par la première secrétaire de la fédération, écrit aux militants de sa circonscription. Il s'insurge contre le fait que le PS ne lui ait pas accordé son investiture, tout en présentant notre enquête comme faisant partie d'une « campagne politico-médiatique » organisée contre lui. Inutile de préciser que nous n'avons participé à aucun complot « anti-Kucheida » (qui ne nous a pas poursuivis) mais simplement exercé notre métier de journaliste. Nous avons enquêté sur « les affaires » de la gauche, comme nous l'avons déjà fait, à de multiples occasions dans nos médias respectifs, sur les turpitudes de la droite.

1. Le tribunal retient que, même si la Fédération n'était pas directement visée par les propos diffamatoires qui, de fait, ne visaient que des personnes qui n'ont pas estimé utile d'engager une action de leur côté, l'ensemble rejaillirait sur la Fédération. Et il aurait appartenu, selon le tribunal, aux journalistes, d'interroger la présidente de la Fédération, pour pouvoir établir leur bonne foi.

## INTRODUCTION

Par ailleurs, le journal qui publie notre enquête ne passe pas pour être particulièrement hostile au PS, c'est le moins que l'on puisse dire. Le banquier d'affaires Matthieu Pigasse, propriétaire des *Inrocks*, est un proche des socialistes, en général, et de Dominique Strauss-Kahn, en particulier. Une situation qui va se retourner contre nous.

Malgré notre insistance auprès de sa direction, le journal ne souhaite pas faire appel du jugement. Ce que nous ne pouvons faire nous-mêmes, puisque nous avons bénéficié d'un vice de procédure qui nous « sort » de l'affaire. Le président-directeur général des *Inrockuptibles*, David Kessler, nous affirme, la main sur le cœur, qu'il nous soutient à 200 %, mais qu'il ne veut pas prendre le risque financier d'un appel. Trop cher en frais d'avocats. Le lendemain de cette discussion, nous apprenons sa nomination comme conseiller à la culture et aux médias à l'Élysée, auprès du nouveau président socialiste François Hollande<sup>1</sup>. Le message est clair : plus de vagues autour de cette affaire. En dénonçant les dysfonctionnements de la fédération socialiste du Pas-de-Calais, nous avons, peut-être, eu le tort d'avoir raison un peu trop tôt. Ce livre est une façon de dérouler le fil de cette histoire et de poursuivre notre enquête de façon encore plus approfondie.

26 juin 2012. Le rapport de la commission d'enquête interne du Parti socialiste est rendu public. Un document de vingt pages au goût d'inachevé mais qui met sérieusement en cause la direction de la fédé, tout en s'attachant à préserver les militants.

Officiellement, l'honneur est sauf : il n'y a pas de « système de corruption » au sein du PS du Pas-de-Calais, estime la commission d'enquête. Une fois cette « accusation choc » écartée, le rapport constate tout de même que « beaucoup de sections ont

1. En juillet 2012, la journaliste Audrey Pulvar – compagne du ministre socialiste du Redressement productif, Arnaud Montebourg – a été nommée (avec Arnaud Aubron) à la tête de la direction générale des *Inrockuptibles*. Audrey Pulvar, « Il est hors de question que *Les Inrocks* deviennent une annexe du PS », AFP, interview, 16 juillet 2012.

conservé des habitudes de gestion financière issues de la période antérieure aux lois sur le financement politique ». Plus grave : « Le trésorier fédéral [Laurent Duporge] a déclaré à la commission, comme constituant une évidence, que “la fédération ne contrôle pas les comptes des sections”. » Des sections qui ont souvent plusieurs comptes bancaires. Mais, là encore, la situation est limpide, car « ces sections n’ont pas bénéficié de financements provenant d’autres sources que les cotisations d’adhérents, les contributions d’élus et le produit des événements festifs qu’elles organisent ». Donc, à l’échelon des sections également, conclut le rapport, l’accusation de « système de corruption » se révèle infondée.

Derrière ce tableau immaculé se niche pourtant un écueil de taille : le « cas particulier de la section de Liévin », la plus importante de la fédération, qui avait pour habitude de demander à ses élus de payer la moitié de leur cotisation en espèces et non en chèque ou par virement ! « Ce mode de versement de contributions de parti est évidemment inhabituel et entraîne inévitablement des doutes sur la régularité des comptes de la section », note la commission d’enquête qui juge « peu convaincantes » les justifications fournies à ce sujet.

La commission d’enquête découvre également avec stupéfaction l’existence, au sein de la section de Liévin, d’« une réserve financière de 120 000 euros détenue en compte sur livret et en parts de Sicav ». « Une précaution en cas d’événements défavorables », explique la fédé. « Ce raisonnement, né sans doute dans la concertation entre un petit nombre de responsables, ne tient aucun compte des règles actuelles de financement de l’activité politique », commentent les auteurs du rapport, qui exigent la suppression de cette réserve financière. Bien consciente du caractère illégal de ce fonctionnement, la commission d’enquête interne n’exclut pas que des poursuites judiciaires puissent être engagées à ce sujet : « Même s’il n’apparaît pas, à ce stade, d’indices de financement d’origine suspecte, cette manière d’agir est susceptible, du fait du maniement de sommes importantes en espèces et de l’apparente inutilité de cette pratique pour le financement de l’activité politique légale, de déclencher des

## INTRODUCTION

investigations de la part de l'autorité judiciaire.» Autrement dit, le rapport de la commission Richard coupe une branche pourrie (la section de Liévin) pour mieux sauver l'arbre de la fédé. Même Martine Aubry dément l'existence d'un «système» du Pas-de-Calais «dans lequel tous les socialistes auraient des problèmes».

Conséquence immédiate de la publication du rapport : le bureau national du PS décide de mettre sous tutelle la direction de la fédération du Pas-de-Calais. Un cinglant désaveu pour la première secrétaire, Catherine Génisson, le trésorier de la fédé, Laurent Duporge (également vice-président de la section liévineoise), mais aussi pour Daniel Percheron... secrétaire de la section de Liévin ! Dans un communiqué publié le 27 juin 2012, Catherine Génisson «acte la décision du bureau national du PS», tout en réaffirmant son soutien à Jean-Pierre Kucheida. Une position d'équilibriste, plutôt inconfortable.

Les barons ont bien senti que les fondations du «système» sont en train de bouger au pays des terrils. «Les militants ne supportent plus les pratiques de la fédé, nous confie un ancien compagnon de route de Jacques Mellick. Mais ils n'osent pas le dire, parce que les barons sont toujours là, puissants. Au conseil fédéral, tout le monde se tait. Mais quand vous écoutez ce qui se dit, en dehors, il y a un mouvement de contestation assez profond. Il y a une chape de plomb qui est en train de se soulever. Une nouvelle génération d'élus n'accepte plus les pratiques du passé. Ils veulent une véritable vie démocratique, où tout n'est pas décidé à l'avance, où l'on ne gère pas des carrières.» Fidèle à lui-même, Daniel Percheron affiche un calme olympien, en faisant mine de ne pas voir que le tapis politique se dérobe sous ses pieds. Un changement d'époque ? «C'est ce qui vous convient dans le roman que vous avez à écrire, lance le président du conseil régional à un journaliste de *La Voix du Nord*. Mais la vérité, c'est tout le contraire, c'est la continuité. Prenez Philippe Kemel, militant qui a attendu tant d'années.» On se rassure comme on peut, car nul n'ignore dans le bassin minier que les enquêteurs tentent désormais de remonter la piste de l'argent du parti.

## LA FÉDÉ

Au total, cinq enquêtes préliminaires sont en cours, ouvertes par les parquets de Douai et de Lille, suite aux différents rapports de la Chambre régionale des comptes et aux accusations de Gérard Dalongeville. Les policiers de la brigade financière cherchent notamment à savoir comment le PS a pu bénéficier d'un possible financement occulte, en particulier *via* les procédures d'allocation de marchés publics. Une tâche longue et ardue. L'état judiciaire paraît se resserrer sur le maire de Liévin, qui clame son innocence : « Il n'y a strictement rien dans aucun domaine que ce soit. J'ai ma conscience pour moi. » Le temps judiciaire, plus long par nature que le temps médiatique, finira bien par livrer sa vérité.

Avec ce livre, nous avons voulu prendre le temps nécessaire pour remonter à l'origine du mouvement de plaques tectoniques ayant abouti à ce séisme politique. Le PS a-t-il réellement « fait le ménage » parmi les caciques locaux ? Le FN va-t-il s'imposer lors des prochaines municipales et s'enraciner durablement dans cette terre de gauche ? Autant de questions qui vont redessiner la carte du paysage politique, à l'heure où une partie de la droite française se lance dans une surenchère dans les thématiques d'extrême droite. Parfois, il arrive que certains tremblements de terre provoquent des répliques inattendues... et incontrôlables.



## Daniel Percheron, le duc du Pas-de-Calais

Décembre 2011. La scène se déroule à l’abri des regards, dans son fief de l’Hôtel de Région à Lille. Le président du conseil régional, Daniel Percheron, discute avec ses proches des derniers rebondissements judiciaires concernant le député-maire de Liévin, Jean-Pierre Kucheida, et sa gestion du logement minier ainsi que le « grand déballage » de l’ancien maire d’Hénin-Beaumont, Gérard Dalongeville.

Au centre de la discussion, les résultats de notre enquête parue dans *Les Inrockuptibles* qui a délié les langues dans le bassin minier. Une déflagration dont les protagonistes ne mesurent pas encore toutes les conséquences mais qui, déjà, fait tanguer le Parti socialiste, où l’on connaît depuis longtemps les faiblesses de la fédération du Pas-de-Calais. Soudain, « Perche », comme le surnomment ses amis, se retourne vers l’un d’eux et murmure : « C’est l’échec de ma vie. J’ai fait l’Histoire et voilà que l’Histoire m’échappe... » Ce passionné d’histoire a parfaitement conscience qu’une page est en train de se tourner, dans le tumulte des « affaires ». La fin d’un cycle. La mine défaite, le regard de Daniel Percheron s’égare dans de lointains souvenirs. À 69 ans, il les compte par dizaines. Des souvenirs précieux et souvent mystérieux, sur lesquels il n’aime pas s’épancher, tout en sachant admirablement jouer de la geste historique attachée à son cher bassin minier.

En quarante ans de vie politique, cet homme aura cultivé le paradoxe d’être l’un des responsables les plus influents du PS tout en restant inconnu du grand public. Il est pourtant au cœur

du pouvoir quand, dans les années 1970, toute une génération de jeunes militants conquiert le parti, derrière François Mitterrand, en s'imposant par la gauche face aux caciques de la SFIO. Premier fédéral du Pas-de-Calais dès 1973, membre du comité directeur du PS pendant vingt ans, Daniel Percheron est aussi délégué général aux fédérations de janvier 1976 à novembre 1977. L'époque est brutale : le PS se trouve front contre front, face au Parti communiste français (PCF) dont l'appareil est très bien implanté dans la région. Daniel Percheron est alors un tout jeune secrétaire fédéral du Pas-de-Calais, professeur d'histoire passé par le syndicalisme enseignant, le SGEN (Syndicat général de l'éducation nationale) puis le SNES (Syndicat national des enseignements de second degré). Il a 32 ans et porte des cravates polychromes rayées sur un imper mastic serré à la taille. Le cheveu est soigneusement tiré en arrière, style étudiant sage des *sixties*.

#### UN HOMME DE L'OMBRE POUR MITTERRAND

« Protégez-moi de mes amis, mes ennemis, je m'en charge ! » : l'adage sied parfaitement à cette époque tumultueuse où les partisans de François Mitterrand vont véritablement liquider la vieille garde socialiste issue de la IV<sup>e</sup> République. « L'ami » d'alors est une figure de la vie politique française : Guy Mollet. Député-maire d'Arras, secrétaire général de la SFIO de 1946 à 1969, il a occupé presque tous les postes ministériels de la IV<sup>e</sup>, jusqu'à la présidence du Conseil en 1956-1957. S'il est admis que l'acte fondateur d'un destin politique est la trahison du père, alors Guy Mollet est bien la première victime de Daniel Percheron.

Symbolique mais bien réelle, la scène se passe le 16 mars 1974 à Lens, lors d'un conseil fédéral<sup>1</sup>. Ce jour-là, une violente altercation oppose Guy Mollet à Daniel Percheron alors qu'André

1. Les citations qui suivent sont issues de Denis Lefebvre, *Guy Mollet. Le mal aimé*, Paris, Plon, 1992, qui raconte cette scène.

Delélis, le député-maire de la commune, se trouve aux côtés des deux hommes. « La querelle a pour origine la modification des règles pour désigner les candidats socialistes aux élections sénatoriales, mais le contentieux entre les deux hommes est plus profond. Poussé à bout, Guy Mollet lève la main et la gifle part... Daniel Percheron détourne la tête, et André Delélis en fait les frais ! Le congrès se fige dans un silence glacial et Guy Mollet quitte la salle. [...] Il faut y voir la manifestation d'une exaspération croissante devant les méthodes employées par quelques conventionnels pour diminuer son influence et son crédit auprès de certains militants. Ses rapports resteront toujours très tendus avec Daniel Percheron ; en revanche, il se réconcilie rapidement avec André Delélis<sup>1</sup>. » À la suite de cet « incident », Guy Mollet démissionne de ses mandats et quitte le parti... avant de revenir sur sa décision quelques jours plus tard en écrivant une lettre à Léon Fatous, encore secrétaire général de la fédé. Guy Mollet y « dénonce l'attitude de certains "camarades" dont les pratiques mettent en cause le fonctionnement même de la démocratie à l'intérieur du parti ». Autrement dit : Percheron ! Cette guerre fratricide s'achève rapidement, faute de combattant... Guy Mollet meurt en 1975, un an après le décès de sa femme.

Dès sa prise de fonction en 1973, Daniel Percheron tente d'imposer sa marque sur la plus grosse fédération du parti. Dès qu'il en a l'occasion, il associe son règne à celui du nouveau héros du parti, François Mitterrand, dont il contribue à bâtir la légende. Ainsi, pendant l'hiver 1973-1974, il accompagne le candidat Mitterrand, de meeting en meeting, lors de cette cruelle présidentielle où le premier secrétaire du PS s'incline de justesse face à Valéry Giscard d'Estaing.

Le déplacement de Mitterrand dans les corons, le samedi 14 décembre 1974, n'est pas resté dans les livres d'histoire. Pourtant, Daniel Percheron a jugé utile d'en conserver la trace dans *L'Espoir*, l'hebdomadaire de la fédération socialiste du Pas-de-Calais, où

1. *Ibid.*, p. 532.

il tient la chronique de sa conquête face aux adversaires du PS. Il raconte, avec minutie : à 15 h 04, le train s'arrête en gare d'Arras, il pleut sur le bassin minier, François Mitterrand est accompagné d'André Laignel, un fidèle, futur trésorier du parti. En route pour Auchel. Dans la voiture, la conversation rassemble deux tacticiens électoraux d'exception. Il existe une fascination réciproque entre ces deux ténors politiques qui pourraient être père et fils.

À lire ce récit, les deux hommes se jaugent en connaisseurs, maître et disciple unis dans le même élan de la conquête électorale. Seule différence, mais de taille : en quarante ans de vie politique, Percheron ne sera jamais élu au scrutin uninominal. Il se présente bien aux cantonales sur le secteur de Lens-est en 1970, mais sans succès. L'année suivante, il est élu conseiller municipal de Lens sur la liste emmenée par André Delélis. Puis il cumule tous les mandats « de liste » : député européen, sénateur, conseiller régional... comme s'il était définitivement guéri de l'épreuve du feu électoral. Mitterrand, lui, patiente vingt-trois ans avant de revenir au pouvoir par la grande porte du suffrage universel direct, après une succession d'échecs pouvant faire croire que jamais les Français ne lui accorderaient l'investiture suprême. Comme tous les grands fauves de la politique, ces deux-là veulent le pouvoir, absolument, peu importent les sacrifices pour y parvenir. Percheron préfère l'exercer dans l'ombre, contrairement à Mitterrand qui, lui, a un impérieux besoin de relais sur le terrain.

« Comment pensez-vous faire progresser l'audience du PS dans le bassin minier ? » demande Mitterrand à Percheron lors de sa visite sur place. « Je lui réponds en évoquant l'opération "sections minières", l'action des élus, une plus grande cohésion du Parti, raconte Percheron. Je lui propose aussi de venir passer une journée dans le bassin minier, de visiter des cités. "C'est une bonne idée, me répond-il, à Faulquemont le retentissement de ma visite a été considérable." »

Quadrillage du territoire, mobilisation par les élus, discipline interne... toute la méthode Percheron est déjà en place, précise, réfléchie et sans failles. Le voyage se poursuit. Auchel, Wizernes,

RÉALISATION : IGS-CP À L'ISLE-D'ESPAGNAC  
IMPRESSION : IMPRIMERIE FIRMIN-DIDOT AU MESNIL-SUR-L'ESTRÉE (EURE)  
DÉPÔT LÉGAL : SEPTEMBRE 2012. N° 108173 (00000)  
– *Imprimé en France* –

